Colloque « Penser l’émancipation »

ULB, Bruxelles, 28-30 janvier 2016

**Abandonner ses privilèges : pour un féminisme démocratique**

Résumé

La valeur cardinale des mouvements d’émancipation est l’égalité. Les traductions de cette valeur dans des pratiques et des revendications font bien sûr l’objet de débats, mais que l’on parle d’égalité en droit, de fait, de ressource, c’est la conviction profonde que les êtres humains sont égaux qui anime les mouvements d’émancipation, des femmes comme d’autres groupes dominés. Or l’on doit constater que les féministes, particulièrement les universitaires, peuvent contribuer à des pratiques et des discours qui reproduisent au contraire des divisions inégalitaires.

Ces problèmes ne sont pas nouveaux, mais sont renouvelés par la transformation des institutions académiques et politiques. Ainsi, d’une part, avec une certaine institutionnalisation des études féministes et des politiques publiques pour l’égalité entre les sexes s’est développé une scène où les féministes les plus dominantes — universitaires, bourgeoises, blanches, hétérosexuelles, cisgenre, notamment — occupent une place d’expertes de ces questions. Les tensions que cela engendre et l’exercice d’un pouvoir non démocratique inhérent à l’expertise montrent, puisque cela semble nécessaire, que les mouvements féministes ne peuvent faire l’économie de penser les institutions politiques et le rôle que leurs pratiques concrètes peuvent jouer dans la reproduction des processus inégalitaires. D’autre part, certaines prises de positions et revendications féministes de groupes qui n’adoptent pas un regard critique sur l’État et nos démocraties électorales occidentales concourent également à conforter des dispositions étatiques liberticides et anti-démocratiques, cautionnées bien trop souvent par des expertes ratifiant leurs propriétés « féministes ».

Il s’agit dans cette contribution de penser nos pratiques et nos discours pour échapper à une position d’expertise, non pour dénoncer de « mauvais éléments » dans nos rangs, mais avec le projet de prendre en compte les dispositifs institutionnels qui favorisent l’adoption de ces positions, pour mieux y résister.

Stéphanie Pache

*Chercheuse FNS senior*

*Institut des sciences sociales*

*Chercheuse associée*

*Institut universitaire d'histoire de la médecine et de la santé publique*

*Université de Lausanne*

stephanie.pache@gmail.com